DTA_1902603_20220630.xml
2022-07-01

TA30
Tribunal Administratif de Nîmes
1902603
2022-06-30
SELARL APA&C
Décision
Plein contentieux
C
Satisfaction totale

2022-06-02
116333
2ème chambre

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 25 juillet 2019 et le 2 mars 2021, la société Autocars B et la société Somatrav, représentées par la SELARL APAetC, demande au tribunal :

- 1°) d'annuler ou, à défaut, de résilier l'accord-cadre correspondant au lot n°1, passé par le département de Vaucluse, pour l'exécution du service de transport scolaire réservé aux élèves et étudiants vauclusiens en situation de handicap à destination de leur établissement d'enseignement ;
- 2°) de condamner le département de Vaucluse à leur verser la somme de 5 000 euros en réparation de son préjudice résultant de son éviction irrégulière ;
- 3°) de condamner le département de Vaucluse à leur verser la somme de 42 000 euros en réparation de sa perte de chance d'emporter le contrat ;
- 4°) de mettre à la charge du département de Vaucluse la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- la requête est recevable ;
- le département de Vaucluse ne pouvait écarter comme irrégulière l'offre du groupement au motif qu'une même personne physique ne peut présenter plusieurs candidatures en application du III de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, dès lors que n'a été présentée qu'une seule offre pour le groupement et non deux offres distinctes pour les sociétés le composant ;
- le pouvoir adjudicateur n'a pas pris en compte l'ensemble des éléments produits dans leur mémoire technique pour la notation du sous-critère " organisation des moyens " du critère " qualité des prestations ", les privant ainsi du bénéfice de 0,25 point pondéré supplémentaire pour ce critère ;
- le coefficient de rémunération des conducteurs n'était pas prévu dans le règlement de la consultation et constitue un sous-critère occulte du critère " qualité des prestations " ; la prise en compte du coefficient 140V par le pouvoir adjudicateur aurait pu leur permettre de se voir attribuer 0,75 point pondéré supplémentaire pour ce critère ;
- aucune disposition du document de la consultation ne permettait d'envisager la prise en compte, au titre de la notation au critère technique, de l'amplitude horaire d'ouverture de la société, en terme d'accueil téléphonique du public, comme étant susceptible d'être déterminante dès lors que la mise en place d'un numéro dédié d'astreinte téléphonique portable constituait le média exigé par le pouvoir adjudicateur ;
- en raison de son éviction irrégulière, le groupement a subi un préjudice lié à sa perte de chance sérieuse de remporter l'accord-cadre qui doit être évalué à la somme de 42 000 euros ;
- en raison de son éviction irrégulière, il a subi un préjudice lié au frais qu'il a engagé pour soumissionner qui doit être évalué à la somme de 5 000 euros.

Par des mémoires en défense, enregistrés le 18 février 2020 et le 12 mars 2021, le département de Vaucluse conclut au rejet de la requête. Il fait valoir que l'offre du groupement dont la société requérante est mandataire est irrégulière, que ce dernier n'avait aucune chance sérieuse de remporter l'accord-cadre et que la réalité des préjudices invoqués n'est pas invoquée.

La requête a été communiquée à la société Vortex, qui n'a pas présenté de mémoire en défense.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;

- le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

- le code de justice administrative ;

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

-le rapport de M. D,

-les conclusions de Mme Chamot, rapporteure publique,

-et les observations de Mme A, agent mandatée, représentant le département de Vaucluse.

Considérant ce qui suit :

1. Par un avis d'appel public à la concurrence publié le 9 janvier 2019, le département de Vaucluse a lancé un appel d'offres ouvert en vue de l'attribution d'un accord cadre, divisé en sept lots, portant sur l'exécution de services de transport scolaire réservés aux élèves et étudiants vauclusiens en situation de handicap à destination de leur établissement d'enseignement. La date limite de réception des offres a été fixée au 7 février 2019 pour l'ensemble des lots. Neuf candidats, dont les sociétés Autocars B et Somatrav, constituées en groupement, ont soumissionné pour le lot n° 1 relatif à la desserte des établissements d'enseignement du secteur d'Apt et hors Vaucluse. Par un courrier du 2 mai 2019, le département de Vaucluse a informé la société Autocars B, mandataire du groupement, que la candidature de ce dernier n'avait pas été admise au motif que les deux sociétés le composant étaient représentées par la même personne en méconnaissance de l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le groupement a formé un recours gracieux, rejeté par un courrier du 19 juillet 2019. Par la présente requête, la société Autocar B et la société Somatrav contestent la validité de l'accord-cadre signé par le pouvoir adjudicateur avec la société Vortex et demandent au tribunal de les indemniser des préjudices subis en raison de l'éviction irrégulière du groupement formé par elles.

Sur le cadre juridique du litige :

2. Indépendamment des actions dont disposent les parties à un contrat administratif et des actions ouvertes devant le juge de l'excès de pouvoir contre les clauses réglementaires d'un contrat ou devant le juge du référé contractuel sur le fondement des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative, tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. Le représentant de l'Etat dans le département et les membres de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales concerné, compte tenu des intérêts dont ils ont la charge, peuvent invoquer tout moyen à l'appui du recours ainsi défini. Les autres tiers ne peuvent invoquer que des vices en rapport direct avec l'intérêt lésé dont ils se prévalent ou ceux d'une gravité telle que le juge devrait les relever d'office.

3. Saisi ainsi par un tiers dans les conditions définies ci-dessus, de conclusions contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, il appartient au juge du contrat, après avoir vérifié que l'auteur du recours autre que le représentant de l'Etat dans le département ou qu'un membre de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales concerné se prévaut d'un intérêt susceptible d'être lésé de façon suffisamment directe et certaine et que les irrégularités qu'il critique sont de celles qu'il peut utilement invoquer, lorsqu'il constate l'existence de vices entachant la validité du contrat, d'en apprécier l'importance et les conséquences. Ainsi, il lui revient, après avoir pris en considération la nature de ces vices, soit de décider que la poursuite de l'exécution du contrat est possible, soit d'inviter les parties à prendre des mesures de régularisation dans un délai qu'il fixe, sauf à résilier ou résoudre le contrat. En présence d'irrégularités qui ne peuvent être couvertes par une mesure de régularisation et qui ne permettent pas la poursuite de l'exécution du contrat, il lui revient de prononcer, le cas échéant avec un effet différé, après avoir vérifié que sa décision ne portera pas une atteinte excessive à l'intérêt général,

soit la résiliation du contrat, soit, si le contrat a un contenu illicite ou s'il se trouve affecté d'un vice de consentement ou de tout autre vice d'une particulière gravité que le juge doit ainsi relever d'office, l'annulation totale ou partielle de celui-ci. Il peut enfin, s'il en est saisi, faire droit, y compris lorsqu'il invite les parties à prendre des mesures de régularisation, à des conclusions tendant à l'indemnisation du préjudice découlant de l'atteinte à des droits lésés.

Sur la validité du contrat :

4. Le III de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics dispose que : " Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public ". En vertu de cette règle, une même personne physique ne peut présenter plusieurs candidatures. Lorsque plusieurs candidats sont représentés par une même personne, il n'appartient pas à l'acheteur de sélectionner, parmi ces différentes offres, celle qui sera examinée et, le cas échéant, retenue, et celles qui seront écartées. Dès lors, l'acheteur doit rejeter toutes les offres qui ne respectent pas la règle édictée par les dispositions précitées quel que soit leur ordre d'arrivée.

5. En l'espèce, le département de Vaucluse a rejeté comme irrecevable l'offre du groupement constitué par les sociétés Autocars B et Somatrav au motif qu'elle était signée, pour chacune d'entre elles, par un seul représentant légal, M. C B. D'une part, l'article 2.5 du règlement de la consultation prévoit que l'accord-cadre en litige pourra être attribué à un seul prestataire ou à un groupement de prestataire. Il interdit aux candidats de présenter plusieurs offres à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'une ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. D'autre part, le groupement requérant n'a présenté qu'une seule offre pour le lot n°1 de l'accord cadre, M. B étant le représentant de chacune des sociétés cotraitantes. Par suite, le département de Vaucluse ne pouvait rejeter comme irrecevable son offre pour le motif précité.

6. Il résulte de ce qui a été dit au point précédent que les sociétés requérantes sont fondées à soutenir que la procédure de passation du marché en litige est entachée d'une irrégularité qui, eu égard aux conditions de leur éviction, les a lésées de manière suffisamment directe et certaine.

Sur les conséquences du manquement relevé sur le contrat litigieux :

7. Au regard de la nature de l'irrégularité mentionnée ci-dessus et des circonstances particulières de l'espèce, l'accord-cadre dont la validité est contestée n'a pas un contenu illicite et n'est pas affecté d'un vice de consentement ou de tout autre vice d'une particulière gravité que le juge devrait relever d'office. Par suite, il n'appartient pas au tribunal de prononcer l'annulation de ce contrat.

8. Dès lors qu'il résulte de l'instruction que le contrat en litige a été résilié à compter du 23 juin 2020, il n'y a pas lieu d'en prononcer la résiliation.

Sur les conclusions indemnitaires :

En ce qui concerne la responsabilité du département :

9. Lorsqu'un candidat à l'attribution d'un contrat public demande la réparation du préjudice qu'il estime avoir subi du fait de l'irrégularité ayant, selon lui, affecté la procédure ayant conduit à son éviction, il appartient d'abord au juge, si cette irrégularité est établie, de vérifier qu'elle est la cause directe de l'éviction du candidat et, par suite, qu'il existe un lien direct de causalité entre la faute en résultant et le préjudice dont le candidat demande l'indemnisation.

10. En l'espèce, l'irrégularité affectant la procédure de passation qui est mentionnée au point 5 est la cause directe de l'éviction du groupement constitué par les sociétés Autocars B et Somatrav.

En ce qui concerne la réparation :

11. Lorsqu'une entreprise candidate à l'attribution d'un marché public demande la réparation du préjudice né de son éviction irrégulière de ce marché, il appartient au juge de vérifier d'abord si l'entreprise était dépourvue de toute chance de remporter le marché. Dans l'affirmative, l'entreprise n'a droit à aucune indemnité. Dans la négative, elle a droit en principe au remboursement des frais qu'elle a engagés pour présenter son offre. Dans le cas où l'entreprise avait des chances sérieuses d'emporter le marché, elle a droit à l'indemnisation de l'intégralité du manque à gagner qu'elle a subi.

12. Dans la mesure où le département, dans le cadre d'un accord-cadre passé sans montant minimum ou maximum, n'est engagé sur aucun montant de commande pouvant servir de fondement à l'identification du manque à gagner et en l'absence d'élément permettant d'identifier le bénéfice net attendu, les sociétés requérantes ne sauraient prétendre à la réparation d'un quelconque manque à gagner. Toutefois, le groupement dont elles étaient membres n'étant pas dépourvu de toute chance d'emporter le contrat attribué irrégulièrement ainsi qu'il a été dit ci-dessus, elles peuvent prétendre à la réparation du préjudice correspondant aux frais de présentation de l'offre du groupement, dont il sera fait une exacte appréciation, dans les circonstances de l'espèce et eu égard à la nature et à l'objet de la commande, en fixant à 3 000 euros la somme destinée à le réparer.

13. Il résulte de ce qui précède que le département de Vaucluse doit être condamné à verser aux sociétés Autocars B et Somatrav, prises ensemble, la somme de 3 000 euros.

Sur les frais liés au litige :

14. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge du département de Vaucluse la somme de 2 000 euros à verser aux sociétés Autocars B et Somatrav, prises ensemble, au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

D E C I D E :

Article 1er : Il n'y a pas lieu de prononcer la résiliation de l'accord-cadre litigieux conclu entre le département de Vaucluse et la société Vortex.

Article 2 : Le département de Vaucluse est condamné à verser aux sociétés Autocars B et Somatrav, prises ensemble, la somme de 3 000 euros.

Article 3 : Le département de Vaucluse versera aux sociétés Autocars B et Somatrav, prises ensemble, la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à la société Autocars B, à la société Somatrav, au département de Vaucluse et à la société Vortex.

Délibéré après l'audience du 2 juin 2022, à laquelle siégeaient :

M. Cantié, président,

M. Galtier, première conseillère,

M. Chevillard, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 30 juin 2022.

Le rapporteur,

F. D

Le président,

C. CANTIE

La greffière,

F. GARNIER

La République mande et ordonne au préfet de Vaucluse en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N°1902603